



Centre de recherche sur la mondialisation

English

italien español

srpski portugês

العربية Deutsch

www.mondialisation.ca
Concernant le CRM
Contact
Devenez membre
Magasin en ligne

Le 2 avril 2012
Les chemins qui mènent à la catastrophe



- Accueil
- Articles Récents
- États-Unis
- Canada
- Amérique latine & Caraïbe
- Europe
- Afrique subsaharienne
- Russie et CEI
- Moyen Orient
- Océanie
- Asie

- Guerre USA OTAN
- Histoire, société et culture
- Crise économique mondiale
- Crimes contre l'humanité
- Environnement
- Pétrole, Gaz de schiste, Transnationales
- Pauvreté et inégalités
- Militarisation
- 11 sept. Guerre au
- Droits humains et police
- Loi et justice
- Biotechnologie et OGM
- Droits des femmes
- Désinformation médiatique
- Politique et religion
- Nations Unies
- Science et médecine
- Services de renseignements

[Archives](#)
[Index des Auteurs](#)

[RSS](#) | [Ce qu'est le RSS](#)

Visitez notre site web



La révolution en cours en Islande

par **Deena Stryker**



Mondialisation.ca, Le 30 mars 2012
stjornlagarad.is

On se souvient que, au début de la crise financière de 2008, l'Islande fit littéralement faillite. Les raisons ne furent mentionnées qu'en passant, et depuis lors, ce membre peu connu de l'Union Européenne a semblé s'éclipser de l'actualité.

À mesure qu'un pays européen après l'autre fait face à une quasi-faillite, mettant en péril l'euro, l'Islande devient un phare d'espoir pour avoir choisi les gens avant le profit. Voici pourquoi.

Cinq ans d'un régime néolibéral ont conduit à une privatisation de toutes les banques en Islande, (320.000 habitants, pas d'armée). afin d'attirer les investisseurs étrangers. Ces banques offraient des services bancaires en ligne dont les coûts minimes leur ont permis de fournir des taux de rendement relativement élevés.

Ces comptes bancaires, appelés Icesave, ont attiré de nombreux petits investisseurs anglais et néerlandais. À mesure que les investissements augmentaient, les dettes étrangères des banques augmentaient aussi. En 2003, la dette de l'Islande équivalait à 200 fois son PNB (produit national brut), et en 2007, elle était de 900 pour cent.

La crise financière mondiale de 2008 devint le coup de grâce. Les trois principales banques islandaises firent faillite et furent nationalisées, tandis que la couronne (monnaie de l'Islande) perdit beaucoup de sa valeur par rapport à l'euro. À la fin de cette année-là, le pays se déclara en faillite.

Les citoyens récupèrent leurs droits

Contrairement aux attentes mondiales, la crise a conduit la population à prendre le contrôle de son pays, à travers un processus de démocratie participative directe. Ceci a finalement conduit à une nouvelle constitution, mais seulement après une persévérance féroce.

Geir Haarde, le premier ministre d'une coalition gouvernementale sociale-démocrate, négocia un prêt important. Mais la communauté financière étrangère fit pression pour que l'Islande impose des mesures drastiques.

Des protestations et des émeutes s'ensuivirent, obligeant finalement le gouvernement à être remplacé par une coalition de gauche nouvellement formée.

La coalition se plia finalement face aux exigences provenant de l'extérieur et selon lesquelles l'Islande devait payer une dette totale qui aurait exigé de chaque Islandais de payer 130 \$ par mois pendant quinze ans, à 5,5% d'intérêt, afin de rembourser une dette contractée par des parties privées vis-à-vis d'autres parties privées. Ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase.

Ce qui s'est passé ensuite fut extraordinaire. La croyance selon laquelle les citoyens devaient payer pour les erreurs d'un monopole financier, qu'une nation entière devait être taxée afin de rembourser les dettes privées, fut brisée.

Les relations, animées entre les citoyens et leurs politiciens, habilitèrent les dirigeants de l'Islande à agir aux côtés de leurs électeurs. Le chef de l'État, Olafur Ragnar Grimsson, refusa de ratifier la loi qui rendait les Islandais responsables des dettes bancaires et soutint les appels à la tenue d'un référendum.

La communauté internationale furieuse

Le communauté internationale ne fit qu'accroître la pression. La Grande-Bretagne et la Hollande mirent le gouvernement et la population islandaises en garde contre des représailles terribles qui isoleraient le pays, incluant l'arrêt de l'aide du FMI et le gel des comptes bancaires islandais étrangers.

Lors du référendum du mois de mars 2010, 93% de la population votèrent contre le remboursement de la dette. Le FMI gela immédiatement son prêt. Mais l'Islande n'allait pas se laisser intimider. Comme Grimsson le dit: « On nous a dit que si nous refusions les conditions de la communauté internationale, nous deviendrions le Cuba du nord. Mais si nous les avons acceptées, nous serions devenus l'Haïti du nord ».

Avec le soutien des citoyens furieux, le gouvernement lança des enquêtes civiles et pénales contre les personnes responsables de la crise financière. En conséquence, l'ancien ministre des Finances purgea une peine de prison de deux ans, alors qu'Interpol émit des mandats d'arrêt internationaux contre les banquiers impliqués dans le krach.

Les Islandais se mirent également d'accord sur certaines mesures de réduction budgétaire comme le démantèlement de leurs infrastructures militaires - l'Islandic Defense Agency (Agence islandaise de la défense, ou IDA), cessa d'exister en janvier 2011.

La nouvelle constitution de l'Islande

Afin de libérer le pays du pouvoir exagéré de la finance internationale et de l'argent virtuel, le peuple islandais décida de rédiger une nouvelle constitution.

La population procéda à l'élection de 25 citoyens parmi 522 adultes n'appartenant à aucun parti politique, mais recommandés par au moins trente personnes. Les réunions des électeurs furent diffusées en ligne, et les citoyens purent envoyer leurs commentaires et suggestions, étant les témoins de ce document à mesure qu'il prenait forme.

La constitution qui émergea de ce processus de démocratie participative fut soumise au parlement pour approbation à l'automne.

On a dit au peuple grec que la privatisation de leur secteur public était le seul moyen de garder le pays à flot. Les peuples de l'Italie, de l'Espagne et du Portugal sont confrontés à des pressions similaires.

Ils pourraient, ainsi que le reste d'entre nous, apprendre beaucoup de l'Islande, en refusant de se plier à des intérêts étrangers et en déclarant haut et fort que les gens peuvent reprendre et reprendront leur pouvoir.

Davantage d'informations: www.stjornlagarad.is/english

Traduit par VicFlame de *Iceland's On-going Revolution*
<http://www.positivenewsus.org/editions/fal11/fal1105.html>

Articles de Deena Stryker publiés
 par Mondialisation.ca



[Comprendre la crise](#)

Evenements, enjeux, perspectives L'actuatié éclairée

www.la-croix.com

Annonces Google

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site www.mondialisation.ca à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être

cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: crgeditor@yahoo.com

www.mondialisation.ca www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs Deena Stryker, stjornlagarad.is, 2012

L'adresse url de cet article est: www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=30039

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-2009 Mondialisation.ca
Site web par [Polygraphx Multimedia](#) © Copyright 2005-2009